

## Conclusion générale

Ainsi, après avoir analysé le contenu des productions journalistiques sur la gouvernance à travers l'expression citoyenne et la promotion des droits de la personne, il apparaît que les quotidiens burkinabè contribuent à la consolidation de la bonne gouvernance dans des limites qui sont les leurs. Ils ne peuvent échapper à l'influence gouvernementale dans la mesure où ils dépendent, pour leur information, de sources autorisées.

Celles-ci sont généralement des personnalités officielles haut placées ou des experts fiables dont le nombre est assez restreint. L'information traitée et diffusée par les quotidiens est plus souvent le produit des sources d'information des pouvoirs établis que celui des journalistes eux-mêmes. « Et la plupart des analystes sont d'accord pour dire que ce sont les sources qui commandent » (Schudson 2001:15). Autrement dit, la presse burkinabè baigne dans l'information de routine. Celle-ci puise sa source dans les milieux autorisés et occupe la majeure partie de l'espace rédactionnel au détriment de l'information d'enquête, plus rare et, probablement, plus dérangeante pour les acteurs de la société.

Malgré tout, les journalistes s'expriment et prennent position avec politesse et prudence certes, mais leur contribution dans le contexte national est loin d'être négligeable sur la fraction lettrée de la population. Cependant, ils se méprennent souvent sur eux-mêmes parce qu'ils sont pris dans l'engrenage des clivages politiques et des pressions économiques et finissent par ne plus déceler le socle commun dans lequel ils sont incrustés. En d'autres termes, ils ne cultivent pas de tradition culturelle particulière et sont ainsi exposés aux influences multiformes qui s'exercent sur le microcosme social du Burkina Faso.

